



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Bureau de l'UNESCO à Port-au-Prince

19, Delmas 60
Musseau par Bourdon
Pétion-Ville, Haïti
Tél. : (509) 511-0460/0461/0462
Fax PNUD (509) 244-9366/9367
E-mail: portauprince@unesco.org

Ref. : HAI/08/116

Port-au-Prince, le 11 mars 2008

**Objet : Endossement de la Candidature d'Haïti au Fast Track Initiative (FTI)/Initiative de Mise en Œuvre Accélérée (IMOA) :
Stratégie Nationale d'Action pour l'Éducation Pour Tous (SNA/EPT) et du Plan de Mise en Œuvre (PMO)**

Monsieur le Chef du Secrétariat,

Je me réfère à votre lettre du 13 février 2008, envoyée à Son Exc. Monsieur Gabriel Bien-Aimé, Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), dont j'ai reçu une copie, relative aux étapes en vue de l'adhésion d'Haïti au Fast Track Initiative (FTI/IMOA).

Comme vous le demandez dans votre lettre, un dossier complet d'endossement de cette candidature vous sera envoyé par courrier électronique le mercredi 12 mars 2008. Ce dossier comprendra les documents requis pour être en règle avec le processus d'adhésion d'Haïti au FIT/IMOA. Ce sont :

- a) le Document de la Stratégie Nationale pour la Croissance et pour la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP), adoptée par le gouvernement haïtien ;
- b) la Stratégie Nationale d'Action pour l'Éducation Pour Tous (SNA-EPT), adoptée par le gouvernement haïtien après sa validation au cours d'un forum national organisé par le MENFP ;
- c) le Plan de Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale d'Éducation Pour Tous (PMO-EPT), (version provisoire) préparé par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle d'Haïti ;
- d) l'Évaluation des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) de la Stratégie Nationale d'Action pour l'Éducation Pour Tous d'Haïti (SNA/EPT), et de son Plan de Mise en Œuvre (PMO) ;
- e) la Lettre d'endossement, co-signée par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), faisant partie du Groupe Sectoriel d'Éducation en Haïti ;

À titre de représentants des Partenaires techniques et financiers (PTF) qui appuient Haïti dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté et dans le développement de son secteur éducatif, nous avons évalué la Stratégie Nationale d'Action de l'Éducation Pour Tous (SNA-EPT) 2007-2015 et du Plan de Mise en Œuvre (PMO) et avons le plaisir de vous informer que cette Stratégie reçoit notre agrément.

Monsieur Desmond Bermingham
Chef du Secrétariat de l'Initiative Fast Track
Washington D.C. USA

Le rapport d'évaluation, faisant partie des documents requis, établi à cette occasion par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) fonde la présente requête. Les principaux atouts dont dispose le pays pour réussir son développement éducatif mais aussi les points qui nécessiteront une vigilance particulière sont brièvement résumés ci-après.

1.- Les atouts

En général

- a) La stabilité politique retrouvée depuis les élections de 2006 qui relance l'espoir de mettre en place des structures favorables à un développement soutenu.
- b) La relance économique amorcée depuis 2004, avec la mise en place en 2006, d'un cadre macro-économique, l'instauration d'une meilleure discipline fiscale et d'une meilleure gestion des ressources publiques.
- c) L'adoption récente d'un Document de la Stratégie Nationale pour le Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSNCRP) qui vise à soutenir le développement économique tout en donnant priorité à la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales.
- d) L'adoption, également récente, d'un programme cadre pour la réforme administrative et la décentralisation avec la création d'un Office de Management et des Ressources Humaines (OMRH), directement rattaché au Bureau du Premier Ministre.

Dans le secteur de l'éducation

- a) La volonté politique du gouvernement de donner priorité au secteur de l'éducation, volonté qui s'est traduite par une augmentation soutenue du pourcentage du budget courant consacré à l'éducation au cours des dernières années et qui a été réaffirmée par la priorité donnée au secteur de l'éducation dans le cadre de la DSNCRP.
- b) La forte demande d'éducation de la part des familles qui acceptent de consacrer une partie importante de leur revenu à l'éducation de leurs enfants malgré une situation de pauvreté généralisée.
- c) Le souci du gouvernement de mieux associer les partenaires nationaux et plus particulièrement ceux du secteur non public au développement de l'éducation, comme confirmé par la création récente de l'Office National du Partenariat en Éducation (ONAPE), ratifiée par une loi votée par le Parlement Haïtien en octobre 2007.
- d) La préparation de la SNA-ETP elle-même, qui montre le choix du gouvernement d'axer sa politique éducative sur la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous et de rencontrer l'un des Objectifs du Millénaire qui est d'atteindre une éducation primaire universelle pour tous les enfants en 2015. Ce choix se traduit par le pourcentage important du budget de l'éducation qu'il est prévu de consacrer à l'éducation primaire (jusqu'à 60% en 2015). Il s'exprime également dans la politique vigoureuse que le gouvernement compte mener pour alléger les charges des familles les plus pauvres.

2.- Points de vigilance et conditions de réussite

- a) La principale préoccupation des PTF a trait à la faible capacité de gestion au niveau du Ministère de l'Éducation et de la Formation Professionnelle et du service public en général en Haïti. Cette faible capacité de planification, d'administration et de pilotage a été jusqu'ici un obstacle majeur à la mise en œuvre efficace des projets de développement et il continuera à l'être, si une action déterminée de renforcement institutionnel, basée sur une volonté politique clairement affichée, n'est pas mise en place rapidement.
- b) Parmi les problèmes qui, dans le secteur de l'éducation, méritent une attention urgente et auxquels les Partenaires techniques et financiers sont prêts à apporter un soutien prioritaire figurent : (i) l'amélioration du système d'information ; (ii) la régulation du système non public; (iii) le renforcement du système de planification et de pilotage, et ; (iv) le renforcement du système de gestion financière et de passation des marchés.
- c) Le besoin de clarifier un certain nombre d'options stratégiques, notamment en ce qui concerne la formation initiale des maîtres, l'importance à accorder à l'éducation préscolaire, et les modalités de la généralisation du soutien pédagogique à travers les réseaux des écoles.
- d) La nécessité d'arriver à un programme d'alphabétisation cohérent sur le plan des politiques sectorielles et réaliste en termes financiers, qui correspond aux capacités de gestion et de mise en œuvre du secteur.
- e) Le besoin de traiter des conditions de travail des enseignants du non public comme une partie intégrante de la mise en œuvre d'un partenariat renouvelé entre l'État et le secteur non public. Il s'agit d'une condition essentielle pour l'amélioration de la qualité de l'offre éducative.

3.- Conclusions

- a) La SNA-EPT est basée sur des options stratégiques pertinentes par rapport aux problèmes que pose l'éducation dans le pays. Les objectifs retenus sont ambitieux et débouchent sur des besoins en financement qui nécessiteront une contribution importante de la part des partenaires financiers. Les besoins pour le développement de l'ensemble du secteur éducatif entre 2007 et 2015 ont été estimés à 3,627 milliards \$ US. En tenant compte des ressources qui pourront être apportées par l'État haïtien (1,758 milliards) et des fonds déjà programmés par les Agences d'aide (462 millions), les besoins de financement supplémentaires sont estimés à 1,407 milliards \$ US pour l'ensemble de la période, soit 300 millions pour la période 2007-2010 et 1,106 milliards pour la période 2011-2015. Il s'agit-là d'estimations qui donnent une idée générale des ressources à mobiliser pour réaliser les objectifs éducatifs que s'est fixés le gouvernement haïtien.
- b) Il conviendra maintenant d'estimer avec plus de précision les ressources qui seront nécessaires pour mettre en œuvre les objectifs directement liés aux différentes composantes de l'Éducation Pour Tous pendant les trois prochaines années. Le Ministère a déjà préparé une version provisoire d'un Plan de Mise en Oeuvre de ce type (PMO). Il présente les choix prioritaires qui ont été faits parmi les objectifs et actions prévus au titre de la SNA-EPT et fixe pour chaque objectif les cibles à atteindre par année et les résultats attendus. Reste à préparer des matrices indiquant les activités détaillées pour réaliser les différents objectifs et actions retenus, leurs coûts correspondants, les financements disponibles et les fonds supplémentaires à mobiliser. Le Ministère s'est engagé à fournir le Plan de mise en œuvre finalisé aux partenaires techniques et financiers pour transmission au Secrétariat de l'IMOA pour la mi-mai 2008.

c) En considérant les atouts et les points de vigilance ci-dessus énumérés, les Partenaires techniques et financiers estiment que la Stratégie Nationale d'Action pour l'Éducation Pour Tous (SNA-EPT) 2007-2015, en lien avec la Stratégie Nationale adoptée de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSNCRP), reflète les engagements du gouvernement haïtien en faveur du secteur de l'éducation et envers l'Éducation Pour Tous en particulier.

En conséquence, les Partenaires techniques et financiers (PTF) ci-après nommés, endossent la Stratégie Nationale d'Action pour l'Éducation Pour Tous (SNA-EPT) et son Plan de Mise en Œuvre (PMO), document provisoire, et demandent l'assistance du Secrétariat FTI/IMOA pour mobiliser des fonds additionnels auprès des agences de développement et dans le cadre du Fonds Catalytique pour la mise en œuvre de cette Stratégie (SNA/EPT).

Tout en renouvelant nos remerciements pour votre coopération et compréhension au long de ce processus d'élaboration, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef du Secrétariat de l'Initiative Fast Track, l'expression de mes sentiments respectueux.



J. Espinal
 Jorge Ivan Espinal
 Représentant de l'UNESCO en Haïti
 Coordonnateur du Groupe Sectoriel
 d'Éducation (GSE) des Bailleurs de Fonds

Co-signataires :	Nom	Fonction	Signature
Canada (ACDI)	M. François Montour	Chef de l'Aide Agence Canadienne De Développement International	<i>[Signature]</i>
Espagne (AECID)	Mme Rosa Beltran	Coordinatrice Générale	<i>[Signature]</i>
Etats-Unis (USAID)	M. Robert Powers	Responsable Secteur Éducation	<i>[Signature]</i>
France (Coopération Française)	S.E. M. Christian Connan	Ambassadeur de France En Haïti	<i>[Signature]</i>
Union Européenne (UE)	M. Francesco Gossetti Di Sturneck	Chef de la Délégation Commission Européenne	<i>[Signature]</i>
AUF (Agence Universitaire de la Francophonie)	M. Bernard Cerquiglini	Recteur	P.O. <i>[Signature]</i>
Banque Mondiale	M. Mathurin Gbetibouo	Représentant	<i>[Signature]</i>
Banque Interaméricaine De Développement (BID)	M. Phillippe Dewez	Représentant	pr <i>[Signature]</i>
UNICEF	M. Adriano Gonzalez-Reguerfal	Représentant	<i>[Signature]</i>

cc. : Son Exc. Monsieur Gabriel Bien-Aimé, Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)

Monsieur Nicholas Burnett, Sous-Directeur Général pour l'Éducation, ADG/ED/UNESCO/Paris

Liste définitive des Partenaires Techniques Financiers (PTF) signataires de la Lettre d'endossement

Nom	PTF	Fonction	Date Signature
Mme Rosa Beltran	Espagne (AECID)	Coordonnatrice Générale	7 mars 2008
Son Exc. M. Christian Connan	France (Coopération Française)	Ambassadeur de France en Haïti	8 mars 2008
M. Mathurin Gbetibouo	Banque Mondiale	Représentant	8 mars 2008
M. Francesco Gossetti Di Sturneck	Union Européenne	Chef de la Délégation Commission Européenne	10 mars 2008
M. François Montour	Canada (ACDI)	Chef de l'Aide Agence Canadienne de Développement International	10 mars 2008
M. Sophie Makonen Pour M. Philippe Dewez (Représentant de la BID)	Banque Interaméricaine De Développement (BID)	Spécialiste de Programme	10 mars 2008
M. Adriano Gonzalez-Regueral	UNICEF	Représentant	10 mars 2008
M. Emile Tanawa Pour M. Bernard Cerquiglini (Recteur de l'AUF)	Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)	Directeur du Bureau Caraïbe de l'AUF	11 mars 2008
M. Robert Powers	USAID	Responsable Principal Secteur Education	11 mars 2008
M. Jorge Ivan Espinal	UNESCO	Représentant et Coordonnateur Du Groupe Sectoriel d'Éducation (GSE)	11 mars 2008